

## ENSEIGNANTS CONTRACTUELS

## Benghebrit prend à témoin l'opinion publique

**La ministre de l'Education nationale prend à témoin l'opinion publique concernant l'effort réalisé à l'égard des enseignants contractuels. Selon elle, les pouvoirs publics ont répondu à la revendication des enseignants contractuels à travers la valorisation des années d'expérience. Nouria Benghebrit appelle au respect des lois de la République et demande aux contractuels de s'inscrire au concours de recrutement.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Les pouvoirs publics ne feront pas plus de concessions que ce qu'ils ont déjà fait à l'égard des contractuels et ils n'ont pas l'intention de céder au chantage. Cependant, Nouria Benghebrit a supplié hier les enseignants à faire preuve de plus de sagesse pour reprendre les cours. «S'il vous plaît, une trêve pour l'école, une trêve pour les enfants», a-t-elle supplié. La ministre a rappelé lors d'une conférence de presse durant laquelle elle voulait expliquer la position des pouvoirs publics envers la situation des contractuels, toujours en grève de la faim aux portes d'Alger, à Boudouaou, que deux millions d'élèves vont entamer ce mois de mai les examens de fin d'année. Elle demande donc aux enseignants de ne pas perturber ce troisième trimestre. Benghebrit dit vouloir prendre à témoin l'opinion

publique concernant l'effort pédagogique qui a été fait à l'égard des contractuels et affirme que les pouvoirs publics ne sont pas insensibles à la situation des enseignants. La preuve, dit-elle, trois réunions ont été tenues avec les représentants des contractuels et deux délégations ont été dépêchées à deux reprises à Boudouaou pour déclencher des négociations avec eux. «J'ai été désolée du fait que les enseignants ont refusé de négocier dans un établissement scolaire pour exiger un dialogue dans la rue», a-t-elle indiqué.

La ministre a rappelé que les protestataires demandent une intégration sans condition, mais c'est une chose contraire aux lois de la République et à la loi du travail. Le ministère, dit-elle, a répondu à leurs préoccupations « légitimes » liées aux versements des salaires et des

primes. «Nous avons pris des dispositions pour garantir la transparence concernant le déroulement du concours à travers les inscriptions en ligne et les corrections qui vont se faire en présence du partenaire social. Cependant, concernant leur revendication d'intégration sans condition, le Premier ministre nous a proposé la valorisation de l'expérience dans la notation et la Fonction publique a accordé de zéro à six points pour l'expérience professionnelle», a rappelé la ministre.

Dans un ultime effort de dénouement de la situation, le ministère de l'Education a promis de renouveler les contrats des candidats qui ne seront pas admis au concours. Des propositions, dit la ministre, qui garantissent l'égalité des chances pour tous les citoyens de concourir dans le cadre de la Fonction publique. Jusqu'à hier, en effet, dit-elle, 867 160 candidats se sont inscrits au concours de recrutement de 28 000 enseignants. «Cette catégorie pour laquelle nous avons donné espoir d'intégrer cette profession appelle aussi au respect des lois de la République. Hier, c'était la promotion sans condition, aujourd'hui, c'est l'intégration sans condition, je ne sais

pas, que vont-ils demander demain ? Un salaire sans condition ? Si nous continuons dans cette logique, même un candidat au bac qui n'a pas réussi son examen plusieurs fois peut demander d'intégrer la fac sans condition», a indiqué la ministre ironiquement. Elle a rappelé que le secteur compte 28 filières et 46 grades et que l'intégration sans condition peut-être exigée par tous ces contractuels de ces différentes filières qui sont au nombre de près de 78 000 contractuels. «Nous sommes extrêmement tristes de voir des enseignants dans cette situation et lorsqu'ils vont rejoindre leur postes; nous allons mobiliser tous les spécialistes en psychologie pour accompagner ces enseignants pour que le retard se fasse sans problème psychologique. Si nous voulons de la rigueur dans les établissements scolaires, nous devons préserver l'image de l'enseignant», a-t-elle soutenu.

Benghebrit a lancé un appel à ses enseignants «par respect à eux, en tant que personnes et par respect à la profession qui exige de l'exemplarité, par respect à l'enseignant qui est un exemple» de «faire preuve de sagesse» pour rejoindre leurs postes de travail et de s'inscrire au

concours. «Les pouvoirs publics ont répondu à travers la valorisation de l'expérience, chose qui n'existait pas auparavant. Nous n'avons lésé personne», a-t-elle encore rappelé.

**Les attestations de travail peuvent étre déposées le jour du concours**

La ministre de l'Education a indiqué hier que les contractuels n'ayant pas encore pu retirer leur attestation de travail pour l'intégrer dans leur dossier de candidature peuvent la déposer le jour du concours, le 30 avril prochain.

**Une commission pour mettre les normes d'un contrat à durée déterminée**

Nouria Benghebrit a annoncé hier qu'elle allait installer une commission de travail pour mettre les normes d'un contrat à durée déterminée. Les postes de contractuels, dit-elle, sont occupés par «connaissance, par un réseau relationnel et par proximité. Mais ce n'est pas la faute des contractuels, les coupables c'est nous car nous n'avons pas mis en place des critères dans ce domaine».

S. A.

## ELLE EST L'UN DES LEADERS DU MOUVEMENT DES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS GRÉVISTES

## Hanane, une gréviste pas comme les autres

**L'Algérie ne sera jamais orpheline de femmes battantes. Celles-ci ont toujours pris des rôles de grande importance dans les combats que le pays a menés. L'Histoire de notre pays en est témoin. De génération en génération, la relève a toujours été assurée. Justement, Hanane est le nom que porte l'une de ces femmes. Traduit de l'arabe, ce nom est synonyme de douceur et de compassion.**

Infatigable, inusable, le sourire toujours aux lèvres, la Hanane qui nous intéresse est l'une des leaders du Mouvement de protestation des enseignants contractuels. En Kabylie, on l'aurait appelée «ajjouallemass» (le pilier central) de ce mouvement pacifique. Nous l'avons vue pour la première fois à Ammal, lors de l'entrée du cortège des marcheurs qui venait de Béjaïa, dans le territoire de la wilaya de Boumerdès.

On nous l'a présentée comme le porte-parole. Alors qu'elle venait de participer à une étape d'une quarantaine de kilomètres, elle n'avait pas omis de sourire pour nous donner les premières explications et les motivations de cette marche unique dans l'histoire de la lutte citoyenne en Algérie. Et pourtant, Dieu seul sait combien elle et ses camarades ont enduré depuis leur départ de Béjaïa.

La fatigue jusqu'à l'extrême. La faim, le froid et le stress n'ont rien entamé de leur enthousiasme. Aucune animosité n'est palpable

chez ces grévistes. Ils gardent toujours le respect des institutions du pays. Hanane, de son vrai nom Rahmani Oum El Kheir, y veille scrupuleusement. Les manifestants lui témoignent un grand respect.

A 25 ans, cette native d'Alger qui est établie à Haouch El Makhfi, à l'ouest de la wilaya de Boumerdès, s'est jetée dans la lutte syndicale pour défendre la dignité des enseignants contractuels et leurs droits, il y a trois mois.

«Ce sont les enseignants contractuels de Boumerdès qui m'ont choisie comme coordinatrice de cette wilaya. Nous nous rencontrons dans le local du Cnapeste de la wilaya de Boumerdès.» Elle accomplit son rôle admirablement. Avec quelques autres enseignantes, elle veille sur la cohésion et la solidarité du groupe.

L'horizon bouché des enseignants contractuels l'a obligée à entrer dans l'arène et des hommes comptent sur elle pour défendre leurs intérêts. Licenciée dans le système classique,



Photo : DR

Hanane accomplit son rôle admirablement.

elle a été ballottée pendant 4 ans entre plusieurs établissements scolaires de la région. Elle enseignait durant l'année 2015-2016 au lycée de la montagneuse Kherrouba, au pied du massif de Bouzegza. «Je prends 3 bus et je marche pendant une demi-heure pour rejoindre le lycée de Kherrouba.

Le soir, je refais le même trajet.» C'est peut-être le gage de son envie

de dispenser le savoir et d'enseigner, mais le secteur ne lui offre pas la sécurité de l'emploi. Cette instabilité et le manque de considération ont fini par la jeter, elle et ses compagnons de combat, sur le trajet d'une longue marche depuis Béjaïa.

En fait pourquoi le choix de Béjaïa ? «A Béjaïa, la population est cultivée et, avec tout mon respect pour les autres wilayas du pays, la

mentalité de la population est différente de celle des populations des autres villes du pays. Je suis née à Alger et j'habite la wilaya de Boumerdès mais effectivement, à Béjaïa il y a une autre mentalité. Imaginez-vous, nous fermons la route pour protester et tenter de nous faire entendre et les automobilistes qui étaient coincés dans leurs véhicules et auxquels nous créons des désagréments descendaient de leurs automobiles pour nous encourager et nous disaient «allez-y les enfants, bon courage, nous sommes avec vous». Si c'était à Alger, nous aurions entendu autre chose. Les gens de Béjaïa nous ont bien reçus et encouragés, ils nous ont ouvert leurs cœurs.

Lorsque nous avons quitté Béjaïa, nous avons pleuré parce que nous savions que nous allions vers des difficultés, non pas de la part des populations qui nous ont aidés à Bouira et Boumerdès, mais de la part des responsables du secteur de l'éducation.» Elle se rappellera toujours de la charge violente de la police à Alger. Ce n'est pas le cas à Boumerdès, Bouira ou Béjaïa.

Comment se fait-il qu'une femme occupe un poste important au sein d'un collectif qui est dans une dynamique et un processus de combat, pacifique bien entendu ? «Ce sont les enseignants qui ont placé leur confiance en moi. Ils me disent si nous ne te voyons pas au premier rang nous ne pourrions plus avancer.» Elle et ses compagnons mènent un combat qu'ils peuvent gagner comme ils peuvent le perdre.

Quel bilan fait-elle de cette expérience. «Nous, nous ne perdons rien. Nous avons gagné une famille. Nous avons gagné des frères et des sœurs que même nos parents ne peuvent nous donner. Nous avons partagé la faim, des souffrances et l'espoir. Cette marche nous a appris des choses que toute une vie ne nous apprendra jamais.»

Dimanche, Hanane s'est effondrée, sous nos yeux, complètement épuisée. Elle a été évacuée vers un centre de santé. Rapidement, elle s'est relevée pour continuer son combat.

Abachi L.

## Rassemblement des cadres syndicaux du SETE (UGTA) à Béjaïa

**Le mouvement de solidarité ne cesse de s'élargir à Béjaïa avec les enseignants contractuels qui luttent pour arracher leur intégration «sans conditions ni concours», dans le secteur de l'éducation.**

En grève de la faim depuis plusieurs jours, les enseignants contractuels bloqués à Boudouaou (Boumerdès) par les forces de l'ordre dans leur marche de la dignité sur Alger pour se faire entendre par la tutelle, ont enregistré, hier lundi, le soutien des cadres syndicaux du SETE, affilié à l'UGTA. Plusieurs dizaines de syndicalistes ont observé un rassemblement devant le siège de la

Direction de l'éducation de Béjaïa à l'appel du SETE pour apporter leur soutien «indéfectible» aux enseignants contractuels grévistes de la faim dans leur combat. Les cadres syndicaux du SETE dénoncent avec «force la position tranchante de la tutelle, qui reste catégorique, quant au dénouement de ce problème, à savoir l'intégration sans condition des enseignants contractuels», écrit dans une déclaration le SETE qui déplore cette situation, aussi «bien alarmante qu'inhumaine», des contractuels.

Le SETE rappelle au département de Benghebrit que des intégrations d'enseignants contractuels qui se trouvaient dans la même situation ont été déjà observées dans les années

1992, 1998, 2002 et 2011. «Personne n'a crié gare à l'époque pour une quelconque violation des textes réglementaires et des lois de la République», réplique le SETE à l'argumentaire de la loi de recrutement mis en avant par la ministre de l'Education. Aussi, les cadres syndicaux du SETE ont appelé à une conférence de wilaya dans l'après midi d'hier au terme de leur rassemblement pour «décider des actions à mener à l'avenir», a-t-on fait savoir. Par ailleurs, la coordination de wilaya du Snapap a appelé de son côté l'ensemble de ses adhérents (éducation, santé, administration) à une marche de soutien aux enseignants contractuels pour aujourd'hui à Béjaïa.

A. Kersani